

3 QUESTIONS A PATRICK BERNASCONI, PRESIDENT DE LA Fntp

1/ Au travers de la campagne « On n'arrête pas le futur », quels messages la Fntp souhaite-t-elle faire passer ? Dans quelle optique et pour quels effets escomptés ?

Le secteur des Travaux Publics a enregistré un net recul de son activité en 2012, qui devrait se confirmer sur 2013. En ce début d'année, les collectivités locales déterminent leurs budgets et c'est donc le moment de les sensibiliser quant à la possibilité, la nécessité et même l'urgence de poursuivre leurs investissements.

Si elles ne le font pas aujourd'hui, cela aura des conséquences très négatives demain en matière de qualité des infrastructures, d'emploi, de performance et de croissance. L'investissement n'est jamais une mauvaise dépense à condition, bien sûr, d'en mesurer précisément le retour économique, social et environnemental.

2/ Dans un contexte de crise, quels enseignements le secteur des Travaux Publics tire-t-il de l'année 2012 ?

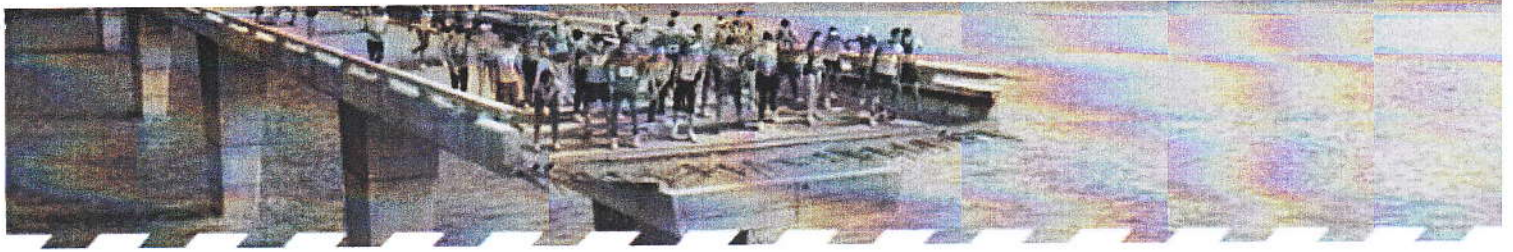
Voici un peu plus d'un an, l'accès des collectivités locales au crédit était source d'inquiétude, mais nous avons trouvé des solutions opérationnelles. Aujourd'hui, la pression qu'elles subissent pour s'inscrire dans la réduction globale des déficits du pays fait peser une menace sur leurs investissements. Et cela pourrait avoir la même conséquence que la problématique de l'accès au crédit : une réduction de l'activité des Travaux Publics.

Depuis plusieurs années, nous attendons également une clarification des compétences des collectivités locales, allant vers plus de rationalité et de visibilité. Cela faciliterait et accélérerait les prises de décisions au bénéfice des maires et présidents d'agglomération comme des chefs d'entreprises de Travaux Publics.

3/ Comment se profilent l'année 2013 et les suivantes ? Quels sont les grands défis que le secteur devra relever ?

Juste avant les élections municipales, 2013 devrait être une bonne année pour les Travaux Publics, mais une diminution de notre activité est pressentie. Ce qui ne laisse rien présager de bon pour 2014, au lendemain du scrutin, où l'on observe habituellement une baisse d'activité.

En parallèle, nous sommes encore sur la lancée des grands projets, initiés par l'ancienne majorité et qui courent jusqu'en 2016-2017. La grande question qui se pose est maintenant celle de la volonté de l'Etat pour la suite : il est crucial de prendre des arbitrages, et ce, dès maintenant, quand on sait le temps qui est nécessaire pour lancer de tels chantiers, de façon à ce que les entreprises puissent anticiper. Les propos tenus par le Président de la République, François Hollande, lors de ses vœux aux acteurs de l'entreprise et de l'emploi, sont encourageants : « (...) fixer de grandes priorités pour les Travaux Publics avec des financements adaptés. C'est toujours ainsi que notre pays a avancé, par l'investissement (...) »



PERSPECTIVES 2013 : UNE CRISE QUI POURRAIT ENCORE PRENDRE DE L'AMPLEUR

Certes, les grands projets se poursuivront en 2013, mais les entreprises de Travaux Publics seront à nouveau confrontées à un secteur privé enlisé dans la crise et à la réduction des crédits de l'Etat, qui auront diminué de moitié en 6 ans. Ainsi, l'incertitude quant aux choix des collectivités locales pourrait peser lourdement sur le secteur.

UN MARCHÉ TOUJOURS DISPARATE

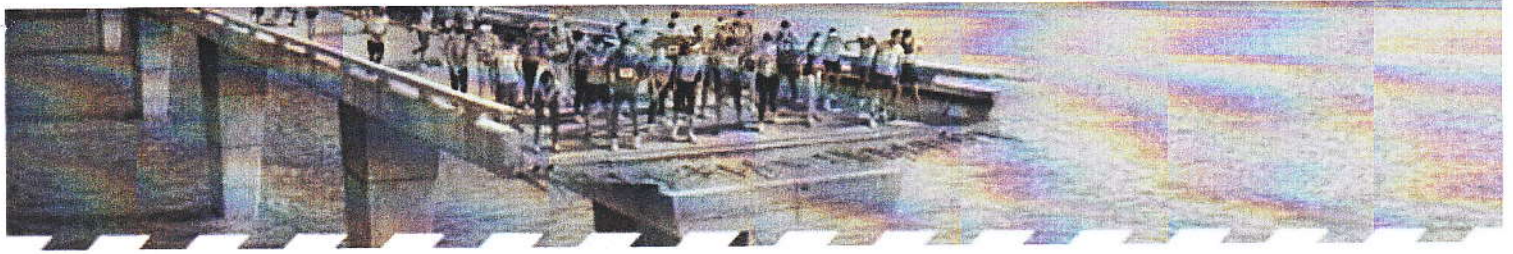
En 2013, la FNTP prévoit une diminution de 9% de la **demande émanant du secteur privé**, qu'il s'agisse d'investissement industriel ou de travaux de VRD (Voirie et Réseaux Divers) liés à la construction de bureaux, de zones commerciales ou de logements. **Le repli de l'Etat** devrait lui aussi se poursuivre avec un recul attendu de 8%. Ainsi, pour ce qui est de l'entretien des routes, la demande de l'Etat aura chuté de 50% entre 2008 et 2013. La FNTP anticipe également une baisse de 1% de la demande des **communes et intercommunalités** et de 7 à 8% pour les **régions et départements**.

Toutefois, **l'année devrait être plus favorable pour les grands opérateurs** et la FNTP table sur une augmentation des commandes de 8%. En effet, la construction des LGV Tours/Bordeaux et Bretagne/Pays de Loire monte en puissance. D'ailleurs, plus de 2 000 demandeurs d'emploi devraient être formés dans le cadre de ces deux chantiers. De plus, 96 projets de tramways et autres transports en commun seront également d'actualité en 2013, contre 80 en 2012. Enfin, le Réseau Ferré de France et le Réseau de Transport d'Électricité devraient amplifier leurs programmes de rénovation et d'amélioration.

UNE INCERTITUDE PERSISTANTE FACE AUX ARBITRAGES DES COLLECTIVITES LOCALES

Alors que les collectivités locales représentent 45% de l'activité des entreprises de Travaux Publics, les arbitrages qu'elles prendront suscitent des interrogations. La FNTP pressent ainsi une baisse de 2,5% de leur demande, du jamais vu pour une année pré-électorale.

Pourtant, différents dispositifs se mettent en place pour faciliter le financement des projets. Ainsi, au moins 15 milliards d'euros devraient être disponibles, sous forme de crédits bancaires classiques, de mobilisation des fonds de l'assurance-vie, de lignes de la Caisse des Dépôts et d'emprunts obligataires. En complément, il serait judicieux d'affecter la surcollecte du Livret A et du LDD au financement des projets, notamment pour assurer leur pérennité sur le long terme.



ET SI, DEMAIN, LES TRAVAUX PUBLICS S'ARRETAIENT ? LA QUESTION QUE POSE LA CAMPAGNE DE LA Fntp

Afin de mettre en lumière l'état d'alerte dans lequel se trouve tout un secteur, la Fntp lance en janvier une vaste campagne de sensibilisation. Conçue par l'agence W, elle se déploiera tout au long de l'année 2013 et visera à sensibiliser les pouvoirs publics, mais aussi l'opinion. L'objectif : interpellier sur le rôle majeur que jouent les Travaux Publics dans l'activité économique et sociale des territoires pour relancer l'investissement.

LE MOT D'ORDRE : « ON N'ARRETE PAS LE FUTUR »

Au centre de cette campagne, un film publicitaire, dont le lancement aura lieu le 27 janvier sur les chaînes de télévision, illustre l'utilité des Travaux Publics dans notre vie quotidienne. On y découvre des marathoniens stoppés dans leur course sur un pont, dont la construction a été interrompue. Résolument tourné vers l'avenir, ce spot se conclut sur un message fort : « Les Travaux Publics : on n'arrête pas le futur ». Car, faute d'investissements suffisants, que ce soit pour l'entretien, la rénovation, la maintenance ou la construction, notre patrimoine d'infrastructures est voué à se dégrader.

UNE CAMPAGNE GLOBALE POUR FEDERER ELUS, PROFESSIONNELS ET CITOYENS

S'investir ensemble : telle est la philosophie de cette grande campagne, qui vise à créer une communauté d'intérêt entre les collectivités locales, les entreprises des Travaux Publics et les citoyens. Pour y parvenir, elle s'appuiera sur un important dispositif, comprenant notamment :

- Un site Internet (www.on-n-arrete-pas-le-futur.fr), relai virtuel des actions de communication nationales et locales, assorti de la mise en place d'une stratégie d'influence.
- L'organisation de débats en régions par les fédérations régionales sur l'investissement et les Travaux Publics.
- Le lancement d'une étude multi-régionale dont les résultats seront dévoilés en avril 2013 en partenariat avec l'institut BVA sur le thème de l'avenir des Travaux Publics en France : besoins immédiats et attentes des Français.
- Une communication interne en direction des fédérations régionales et des entreprises adhérentes.

Le coût total de la campagne s'élèvera à 2 millions d'euros TTC.